

La formation organisée, du 16 au 19 septembre à Brazzaville, va permettre aux femmes de mieux assumer les fonctions électives.

« Le nombre très faible de femmes occupant des fonctions publiques constitue un déficit qu'il faut redresser. La justification du choix des femmes réside dans la volonté des partenaires au développement d'obéir à l'impératif de promouvoir le droit des femmes à participer de plus en plus aux élections, mais surtout d'assumer des fonctions électives », a déclaré le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo, Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah. « La démocratie a cessé d'être exclusive pour tendre à être plutôt inclusive et participative. C'est dans cette perspective que tous les acteurs doivent être désormais considérés et permettre ainsi, notamment aux femmes, de prendre toute leur place légitime », a-t-il déclaré.

Cette formation rejoint le projet d'appui au renforcement des acteurs étatiques et non étatiques du processus électoral. Elle comprend une série de modules à l'intention des femmes candidates, des acteurs de la société civile et des professionnels de l'information et de la communication. Ce programme permettra à chacune de ces femmes de jouer sa partition.

Le renforcement des capacités de ces différents acteurs sera réalisé avec l'appui de l'Institut Gorée du Sénégal. « Nous sommes convaincus que ces formations vont permettre aux acteurs et partenaires concernés par les élections locales de participer convenablement à cette échéance qui boucle le cycle électoral initié en 2009, contribuant ainsi à l'affermissement de la démocratie congolaise, pour mieux aborder le prochain cycle qui s'ouvrira en 2016 », a souhaité le représentant du PNUD au Congo, avant d'exhorter les participants à tirer le meilleur avantage de ces sessions, afin d'accompagner sereinement la tenue des élections locales du 28 septembre prochain.

En rappel, depuis près de quatre ans, le bureau du PNUD a mis en œuvre ce programme avec plusieurs acteurs au développement. Il permet d'assurer un climat de paix au cours de la campagne relative aux élections locales. Pour ce faire, les ministères en charge de l'Intérieur et de la Promotion de la femme ainsi que le Conseil supérieur de la liberté de la communication organisent du 16 au 25 septembre à Brazzaville, une campagne d'information en faveur des candidates et d'autres parties prenantes à cette consultation.

Cette campagne se tient sous forme d'ateliers de formation et de sensibilisation. Elle regroupera, des femmes candidates pour consolider leur compétitivité et leur donner davantage de chance d'être élues. Après ce premier groupe, les professionnels de l'information et de la communication bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités en ce qui concerne le monitoring des médias en période électorale. Cette campagne sera bouclée le 25 septembre par la formation des observateurs et analystes nationaux issus de la société civile.

Source: allafrica.com